



## **AFRIQUE/MALI - Négociation ou guerre ? Le débat bat son plein sur les modalités de résolution de la crise du nord**

Bamako (Agence Fides) – « Au Mali, a actuellement lieu un vif débat entre les partisans du dialogue et ceux qui, au contraire, poussent à la recherche d'une solution militaire à la crise du nord » déclare à l'Agence Fides le Père Edmond Dembele, Secrétaire de la Conférence épiscopale du Mali. « Quelle sera la position gagnante, nous le verrons au cours des prochains jours. L'Algérie, qui a récemment envoyé son Ministre à Bamako, affirme que la négociation représente la meilleure solution alors qu'ici au Mali, existent différents partisans de l'option militaire. L'Etat n'a jusqu'ici pas opéré de choix officiel même si le Président par intérim avait affirmé que le dialogue est la première des solutions à adopter ». En septembre, le Mali avait cependant demandé une résolution de l'ONU autorisant « l'intervention d'une force militaire internationale afin d'aider l'armée malienne à reconquérir les régions du nord, occupées par différents groupes armés islamistes (voir Fides 25/09/2012).

La Communauté économique d'Afrique occidentale (CEDEAO) a offert près de 3.000 militaires mais des doutes existent quant à la capacité d'un nombre si réduit de militaires d'assurer la sécurité dans le nord du pays une fois reconquis les principaux centres habités. « Il est vrai que 3.000 hommes sont peu pour contrôler une région aussi vaste que le nord du Mali mais il est tout aussi vrai qu'ils ne sont pas seuls parce que les militaires maliens travailleront de concert avec ceux de la CEDEAO afin de garantir la sécurité dans le nord. L'objectif primaire du gouvernement est de libérer les grandes villes du nord des extrémistes pour trouver ensuite une manière de résoudre définitivement la crise » déclare à Fides le Père Dembele.

L'une des inconnues est représentée par l'attitude du Mouvement de Libération de l'Azawad (MNLA), le groupe aconfessionnel qui a débuté la guerre mais a ensuite perdu le contrôle des principales villes du nord au profit des groupes islamistes. « Le Président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, médiateur nommé par la CEDEAO, a pris des contacts avec le MNLA qui a revu sa position : après avoir proclamé l'indépendance du nord, il parle désormais d'autodétermination. Différents observateurs pensent qu'il faut récupérer le MNLA pour en faire un allié de l'Etat afin de reconquérir le nord » conclut le Père Dembele. (L.M.) (Agence Fides 10/10/2012)